


CHRONIQUE SCIENTIFIQUE



LES ÉCONOMISTES AFRICAINS EN COLLOQUE Ouagadougou (Burkina Faso) 21-25 avril 1987

Du 21 au 25 avril 1987 s'est tenu à Ouagadougou (Burkina Faso) le premier colloque bilingue des économistes africains. Organisé à l'occasion du dixième anniversaire du Centre d'études, de documentation, de recherche économique et sociale (CEDRES) de l'Université de Ouagadougou, dirigé par Taladidia Thiombiano, ce colloque a rassemblé quarante-cinq enseignants et chercheurs francophones et anglophones venant des horizons géographiques, idéologiques et académiques les plus divers. Parmi ceux-ci, on notait la présence d'universitaires africains de renom tels Samir Amin (UNU/UNITAR, Dakar), Daniel Cissé (Université d'Abidjan), Mohamed Dowidar (Université d'Alexandrie), Moustapha Kassé (Université de Tunis) et Bade Onimode (Université d'Ibadan).

Cette première rencontre des économistes du continent avait pour objet essentiel de dégager, à partir des expériences de développement tentées en Afrique au cours des vingt-cinq dernières années, la contribution effective des économistes africains à la compréhension du phénomène du sous-développement et de la dépendance. D'emblée, Valère Somé, ministre burkinabè de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a, dans son discours d'ouverture, clairement situé l'enjeu du débat. Selon lui, « *Le développement n'est pas un "textbook" d'indicateurs chiffrés, de ratios et de moyennes, c'est le produit d'une transformation sociale. Il convient donc d'élaborer de nouveaux outils d'analyse pour appréhender correctement ce concept* ». De fait, chacun des grands thèmes abordés au cours du colloque a révélé la persistance du traditionnel clivage entre les tenants des deux grands courants de la pensée économique contemporaine : les Néo-classiques et les Néo-marxistes. Les premiers, représentés par ce qu'il est convenu d'appeler l'« École d'Abidjan » (Allechi M'Bet, Ake N'Gbo, Sam Olofin,

etc.), sont davantage soucieux de mesurer et de quantifier les faits économiques grâce aux modèles économétriques et aux tests statistiques, en mettant plus particulièrement l'accent sur les facteurs internes du développement. Les Néo-marxistes, à travers leurs illustres chefs de file (S. Amin, M. Dowidar et B. Onimode) insistent, quant à eux, sur la nécessité d'élaborer une nouvelle théorie du développement à partir des concepts clé de « sous-développement » et de « dépendance ». Poussée à sa logique extrême, cette approche postule, à la suite de S. Amin, la « déconnexion », c'est-à-dire la rupture des liens de dépendance des pays de la périphérie par rapport à ceux du centre, comme préalable au développement.

Le problème de l'intégration économique en Afrique, introduit par Kamadini Ouali (Université de Ouagadougou), a clairement mis en évidence l'opposition de ces deux écoles de pensée. En dépit des nombreux échecs ou semi-échecs de bon nombre d'expériences africaines d'intégration (Communauté est-africaine, CEA, OCAM, UDEAC), les tenants de l'approche libérale persistent à croire aux vertus d'une intégration des marchés allant progressivement de la zone de libre-échange à l'union économique, pour autant que l'épineux problème de distribution équitable des bénéfices de l'intégration soit résolu de manière satisfaisante pour tous les partenaires (ce qui est rarement le cas). Pour les Néo-marxistes, hors de l'intégration de la production, point de salut pour les pays africains. L'universitaire congolais Noël Ndoba est opportunément venu rappeler aux participants la nécessité d'introduire la dimension politique dans l'analyse du processus d'intégration africaine. Les thèmes de l'économie de l'agriculture et de l'entreprise ont pu se dégager des « discours aériens » (selon la formule imagée de M. Kassé) pour descendre au niveau micro-économique du « terrain », c'est-à-dire des motivations, des préoccupations et des initiatives des principaux agents économiques africains, principalement des paysans. À cet égard, les communications de Makan Kéïta (CEDRES, Ouagadougou) sur « *Le rôle de l'anthropologie économique dans la théorie du développement* » et de Thandika Mkandawire (CODESRIA, Dakar) sur « *Crise, ajustement et transformation dans l'agriculture africaine* » constituent de précieuses contributions au riche débat sur ce sujet. Les grands débats théoriques ont également failli occulter des problèmes aussi fondamentaux que ceux de la monnaie et de la dette extérieure. Les évaluations critiques de l'impact économique de la Zone franc et du FMI sur les pays africains, présentées respectivement par nous-mêmes (Université de Nairobi) et M. Kassé, ont suscité des débats passionnés dont il ressort que si l'action du FMI en Afrique est unanimement condamnée, celle de la France, via la zone franc, fait l'objet d'appréciations beaucoup plus nuancées.

Au terme de cinq jours de débats intenses, souvent passionnants, toujours animés, les participants sont convenus, avec M. Dowidar, que la théorie néo-classique du développement — actuellement dominante dans les milieux académiques occidentaux et au sein du système des Nations unies — n'a pas donné en Afrique les résultats escomptés. La question de l'élaboration d'une approche nouvelle, originale et spécifiquement africaine de l'étude des problèmes du développement — que cette première rencontre était censée examiner — reste posée. Il reviendra au deuxième colloque des économistes africains, prévu pour avril 1988 à Dakar et orga-

nisé autour du thème « *Vers une théorie du sous-développement* », d'essayer d'apporter des éléments de réponse à cette lancinante question.

Afin d'assurer la continuité de leur action, les participants au colloque de Ouagadougou ont créé un cadre institutionnel permanent, « l'Association des économistes africains » (AEA, AAE en anglais) dont le siège est fixé dans la capitale burkinabè, avec le professeur M. Dowidar comme président et T. Thiombiano comme secrétaire général. On ne peut que souhaiter longue vie et plein succès à la dernière-née des associations professionnelles panafricaines.

Guy Martin
Programme de formation diplomatique
Université de Nairobi

Nota : Pour de plus amples informations sur l'AEA, les personnes intéressées peuvent s'adresser à Taladidia Thiombiano, secrétaire général de l'AEA et directeur du CEDRES, ESSEC, Université de Ouagadougou, B.P. 7021, Ouagadougou (Burkina Faso), Téléphone : 33.61.72 ; Télex : UNI OUAGA 5270 BF.

UNE NOUVELLE STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT POUR LES POLITOLOGUES AFRICAINS

Yaoundé (Cameroun) 25-27 mai 1987

C'est dans la perspective d'une plus grande ouverture à la communauté académique africaine francophone, et dans le cadre idéal de la plus célèbre des écoles diplomatiques du continent, l'Institut des relations internationales du Cameroun (IRIC) à Yaoundé, que s'est tenue, du 25 au 27 mai 1987, la Septième conférence bisannuelle de l'AASP qui s'est imposée, ces dernières années, comme l'une des plus militantes et des plus dynamiques des associations professionnelles panafricaines. Le thème choisi pour cette conférence (« *Deux décennies de développement en Afrique : problèmes de transformation* ») atteste, si besoin était, du caractère pluridisciplinaire de l'approche adoptée par l'association, à laquelle les problèmes de développement politique, économique, technologique, social et culturel de l'Afrique ne sauraient, par définition, être étrangers. Une cinquantaine d'universitaires et chercheurs en sciences sociales venus des horizons géographiques, idéologiques et académiques les plus divers (dont une forte délégation d'Afrique centrale) ont, pendant trois journées de travaux